

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, ces règlements, prévus par l'article 92 de la loi sur les banques et par l'article 80 de la loi sur les banques d'épargne du Québec, seront publiés le 11 octobre dans la *Gazette du Canada* et entreront en vigueur le 16 octobre. Je serais heureux de les déposer dès leur publication.

LA FONCTION PUBLIQUE

L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION GLASSCO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. W. Baldwin (Peace-River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. L'honorable député pourrait-il nous dire quand le gouvernement se propose de rendre effectives les nombreuses recommandations du rapport Glassco auxquelles il n'a pas encore été donné suite. Je pose cette question à la suite du discours prononcé hier par le ministre des Finances et en me référant à ce qu'il a nommé le grave problème de l'inflation, ou, pour reprendre ses termes pittoresques, à la nécessité de «diriger la prospérité».

L'hon. E. J. Benson (ministre du Revenu national et président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, à l'occasion du débat sur le budget, je parlerai de la question des dépenses du gouvernement fédéral. Je voudrais faire remarquer que les principales recommandations de la Commission Glassco ont été presque toutes, en fait, mises à exécution par le gouvernement. (*Exclamations*)

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, je ne veux pas commencer de débat. Je demanderais simplement à l'honorable représentant s'il va prendre des mesures pour accélérer l'application de ces instances. Cela inspirerait une plus grande confiance dans les efforts du ministre des Finances touchant l'industrie et la main-d'œuvre.

L'hon. M. Benson: Je me bornerai à dire que le gouvernement et les fonctionnaires appliquent avec toute la célérité possible les recommandations de la Commission Glassco. Si l'on devait en parler à M. Glassco, il serait, je crois, étonné de constater combien de travail a déjà été accompli.

[L'hon. M. Lambert.]

QUESTIONS OUVRIÈRES

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET L'ACCORD RELATIF AU RECYCLAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. W. Groos (Victoria (C.-B.)): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le ministre peut-il nous dire si la province de Colombie-Britannique a maintenant signé l'accord avec le gouvernement fédéral au sujet du programme de recyclage?

L'hon. Jean Marchand (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je crois que les deux gouvernements sont parfaitement d'accord sur toutes ces dispositions. Nous attendons maintenant la signature du ministre de l'Éducation de la Colombie-Britannique.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA RHODÉSIE—LA DÉSAPPROBATION, PAR LES NATIONS UNIES, DES MESURES RACISTES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heath Macquarrie (Queens): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Pourrait-il nous dire si la délégation canadienne auprès des Nations Unies a l'intention de proposer à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale des sanctions plus concrètes et plus efficaces pour traduire en pratique la désapprobation fort répandue concernant les mesures racistes discriminatoires que le régime illégal Smith continue à prendre en Rhodésie?

M. l'Orateur: A l'ordre. La portée de cette question semble être considérable, et je me demande si je devrais permettre au député de la poser maintenant. Le ministre, je vois, est impatient d'y répondre. Je me trompe sur la portée de la question, je permettrai au ministre d'y répondre.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je note avec plaisir le conflit intéressant entre cette question et celle posée par le député de Winnipeg-Sud-Centre.

LA PÊCHE

LA SURVIVANCE DE LA PÊCHE AU HARENG

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au mi-